

INFORM'ACTION

7^e ANNEE

Le numéro : 1,00 F
au C.C.P. 933-47 Paris
à l'ordre de la Fédération des Services CFDT
Publication bimestrielle

*

Rédaction - Administration :
20, rue Rochechouart - Paris (9^e)
Tél. : 878-32-72

Fédération des Services, Commerce, Crédit.
Fédération du Livre, Papier, Carton

**

Pour les changements d'adresse, joindre la dernière
bande et 2 timbres.

Le Directeur de la publication : André BALLON
Imprimerie Artésienne 62-LIEVIN
CPPP 510-D-73

Abonnement Annuel : 6,00 F

INFORATION

c.f.d.t.

BULLETIN
DU
MILITANT
DE LA
FEDERATION
GENERALE
SERVICES
LIVRE
MARS. 76

N° 35

SOMMAIRE

- Mener la lutte dans l'entreprise, c'est réunir les conditions d'une lutte d'ensemble 1
- S.C.I.A. - DANEL : Lutter pour l'emploi, c'est lutter sur les conditions de travail 3
- BRETAGNE : Des moyens pour prendre en charge nous-mêmes notre développement syndical 11
- Le CONSEIL NATIONAL FEDERAL
24 et 25 mars 1976 15
- PORTUGAL, un combat décisif qui aura, une influence sur notre propre lutte 17
- Pour une organisation d'appelés 23

Mener la lutte dans l'entreprise : C'est réunir les conditions d'une lutte ensemble

L'aspect le plus préoccupant est la poursuite de la crise, de la réorganisation de l'exploitation dont elle est l'occasion, avec pour effets principaux dans nos secteurs :

emploi : orientation des investissements vers la baisse des effectifs et déqualification entraînant un conditionnement plus grand des travailleurs dans le processus de production ;

division des travailleurs : multiplication des statuts différents, des horaires différents et aussi davantage de sous-traitance, de travail en régie ;

les bas salaires : le patronat, notamment dans le commerce, utilise le chantage à l'emploi pour maintenir les salaires au niveau minimum, soit le SMIC.

● DES LUTTES RESTENT ISOLEES :

Dans le commerce : l'action menée par les sections NG sur les effectifs et les salaires, pendant le mois de décembre, et par les sections Carrefour, pendant la même période, sur la fermeture des magasins à 20 heures.

Dans les assurances : le personnel des compagnies d'assurances de la région parisienne concernant les négociations de salaires, et la CGA à Nantes sur les salaires et l'organisation du travail, ainsi que la compagnie LA FRANCE et EUROPE ASSISTANCE (PARIS).

Dans le labeur : les travailleurs de DANEL sur la réorganisation du travail entraînant des licenciements et de CHAIX face à la fermeture de l'entreprise.

Dans le papier-carton : luttes à Corbeil contre des licenciements (CHAPELLE DARBLAY), à Rennes contre un plan de relance (PAPETERIES DE BRETAGNE), à Nantes contre les bas salaires et l'attitude des chefs à l'égard du personnel féminin (CARTONNAGE DE L'OUEST).

Bien que les conflits, de nouveau, se multiplient, ces luttes restent isolées.

Cela n'est pas propre à nos secteurs (RENAULT, BERLIET, ...).

La combativité se maintient, elle reste souvent désorientée :

- elle s'exprime fortement là où les travailleurs se retrouvent le dos au mur, n'ayant plus de patron ou victimes de licenciements massifs ;
- elle s'exprime aussi dans de multiples conflits locaux qui sont le fait de secteurs nouvellement engagés dans l'action ;
- par contre, les secteurs plus structurés et, en particulier, les grandes entreprises sont souvent désorientés devant l'absence de perspectives.

● L'ISSUE DE LA CRISE SE JOUE DANS UN RAPPORT DE FORCE D'ENSEMBLE

Elle se joue aussi dans chaque entreprise, dans notre capacité à stopper l'offensive patronale sur la réorganisation de la production. L'évolution de la situation générale dépend étroitement de l'impulsion et de la coordination que nous saurons donner aux luttes d'entreprises : conquérir des droits nouveaux sur l'information, le contrôle des cadences et des effectifs, des horaires et de la répartition des tâches.

Sur cette base, peuvent s'ouvrir des perspectives plus claires liant l'action dans l'entreprise et la lutte d'ensemble.

● DES OBJECTIFS IMMEDIATS

La lutte pour l'emploi est liée à notre lutte pour des effectifs suffisants dans l'entreprise pour assurer les remplacements, la sécurité, la prise de temps de repos, des charges de travail normales.

La réduction du temps de travail est un leurre si elle s'accompagne d'une surcharge de travail, faute d'embauche pour la compenser, d'un développement de la polyvalence, du travail en continu et de l'ouverture des magasins en nocturne, d'un allongement des temps de transport.

La lutte pour le pouvoir d'achat est liée à notre refus que les travailleurs payent la crise. Nos revendications d'augmentation de salaires non hiérarchisée expriment notre refus d'une hiérarchie capitaliste qui ne sert qu'à imposer la rentabilité. En plus, c'est d'abord le pouvoir d'achat des ouvriers qui a été amputé par le chômage partiel et la menace du licenciement est largement utilisée pour maintenir les salaires au plus bas niveau.

La lutte contre le chômage partiel : alors que les effectifs sont insuffisants et qu'on constate souvent qu'en même temps il y a des heures supplémentaires faites, les patrons se servent du chômage total et partiel (que l'état leur rembourse en partie, quelquefois jusqu'à 90 %) pour leur restructuration.

La lutte pour la retraite : le gouvernement a annoncé la couleur : « retraite à 60 ans seulement pour ceux que le travail a usé prématurément et retraite à la carte avec un montant insuffisant pour en bénéficier ». Cette lutte est liée à notre lutte sur les conditions de travail.

La lutte contre la déqualification et la polyvalence : ces deux aspects sont souvent liés dans la réorganisation du travail ; le problème de la polyvalence a été abordé dans le n° 31-32 d'Inform'aktion de novembre 1975, page 20.

S.C.I.A. — DANEL :

**Lutter pour l'emploi :
c'est lutter sur les conditions de travail**

● LE GROUPE D'IMPRIMERIE DANEL

Il comprend des usines à LOOS (350 salariés), à la CHAPELLE D'ARMENTIERES : LA SCIA (650 salariés), ainsi qu'à LYON, NICE, MARSEILLE et dans l'YONNE. Il s'agit du 4^e groupe d'imprimerie de France. A LOOS est imprimé du « continu » papier pour ordinateurs, à la CHAPELLE sont imprimés beaucoup de publications à grand tirage : « Valeurs actuelles », « 50 millions de consommateurs », « Historama »... La SCIA est la seule filiale du groupe qui fasse du Labeur.

Enfin le groupe comprend une société d'édition : CAL (Culture — Art — Loisirs) pour qui il travaille et qui est le principal client de la SCIA.

La politique du groupe a consisté surtout à mettre ses différentes unités en concurrence (la DPO) de manière à les pousser en permanence à la productivité, tout en leur faisant, au prix fort, prêts financiers et locations. Des astuces juridiques permettent en permanence des transferts tels que même avec un chiffre d'affaire global de 33 % de hausse en 75, une unité : la SCIA, apparaît déficitaire et suscite à la mi-75 des inquiétudes attribuées aux « erreurs de gestion », à la « composition programmée »...

Une étude est commandée à l'IDI, (Institut de Développement Industriel : organisme financier chargé par l'état d'investir dans des entreprises à renflouer, sous condition bien sûr d'une gestion plus rentable). L'IDI va demander à BAYARD-PRESSE de reprendre l'affaire en main, en s'inspirant du rapport LECAT qui prévoit une rationalisation du secteur imprimerie au prix de 15 000 à 20 000 licenciements et d'une remise en cause des avantages acquis, notamment en matière de conditions de travail.

● BAYARD-PRESSE :

UN « SAUVEUR » QUI SAIT OU EST SON INTERET

BAYARD-PRESSE est à la fois éditeur et imprimeur (la Croix, le Pélerin, Pomme d'Api, Record, Panorama). 1 200 salariés. Il sait l'intérêt qu'il a à reprendre l'affaire, ce qui ne l'empêche pas de poser ses conditions. Il y a une identité de structure entre les deux groupes, et cela lui éviterait de nouveaux investissements dans son imprimerie de Montrouge alors qu'il lui faut pouvoir concurrencer les imprimeries d'offset lourd.

En effet sur 36 millions d'apports financiers prévus pour relancer l'affaire, la quasi-totalité vient de fonds publics ou du groupe DANEL. BAYARD-PRESSE se contente de verser 1 million mais exige d'avoir le contrôle de l'entreprise, ainsi qu'un droit de regard sur l'ensemble du groupe.

En effet son rôle est moins de financer que de réorganiser. BAYARD-PRESSE ne ménage pas ses critiques quant à la gestion des patrons de DANEL, mais la condition posée à sa prise de contrôle, donc au « sauvetage », c'est qu'un plan de réorganisation soit mis en œuvre et ceci par la direction actuelle de l'entreprise, à charge pour celle-ci d'obtenir l'accord des travailleurs et au moins du comité d'entreprise, ceci pour faire le ménage avant l'arrivée effective de BAYARD-PRESSE.

L'essentiel de ce plan dit « de relance » est bien sûr dicté par BAYARD-PRESSE qui le soumet le 8 octobre et exige qu'une réponse soit fournie d'ici le 30 novembre, en espérant que soient conciliées « les exigences syndicales et le réalisme nécessaire ».

La CGT est majoritaire à la SCIA par rapport à la CFDT (415 des voix sur 650). Egalement à la SLIM (l'usine de LOOS) qui restera en dehors du coup, bien que sans doute aussi concernée à terme.

Pour mieux diviser, on a en effet complaisamment expliqué aux travailleurs de la SLIM que c'était eux qui finançaient le déficit de la SCIA.

Pour combattre cette tendance à l'isolement, la section CFDT de la SLIM ouvre les colonnes de son bulletin (« Point de vue ») à la section de la SCIA, dont elle affiche tous les tracts, en même temps que des contacts réguliers ont lieu entre les deux sections.

● LE PLAN SCIA-BAYARD-PRESSE :
DECLASSEMENTS, POLYVALENCE,
BANQUES DES HEURES ET LICENCIEMENTS.

Une série de mesures de réorganisation de la gestion est définie : informatique, achats, frais financiers et commerciaux etc. les économies escomptées ont sûrement une incidence sur les conditions de travail, mais cela ne suffit pas pour « faire le compte ».

Près de 115 licenciements sont demandés, dont 30 employés et cadres et 70 ouvriers (composition programmée, plomb, reliure). 12 pré-retraites sont prévues.

Mais cela ne suffit pas encore. Il y a aussi des mesures de réorganisation du travail :

- DECLASSEMENTS : théoriquement des « reclassements », mais il peut s'agir de mutations à des postes inférieurs ou même en dehors de l'entreprise, avec de nouvelles conditions de rémunération.
- POLYVALENCE : appelée polyaptitude, elle doit permettre de déplacer n'importe qui à tout moment, d'un poste à l'autre ou d'un atelier à l'autre.
- BANQUE DES HEURES : il s'agit d'avoir des horaires variables sur la base d'une moyenne de 40 H par trimestre ; les heures supplémentaires étant comptées au mois. Son rôle est d'éliminer toutes les heures d'inactivité et de faire la chasse aux temps morts.

Certes une série de points précisent la modalités d'application et fixent des limites ou des compensations : indemnités temporaires pour les déclassés, maintien du salaire pour les polyvalents, pas de travail le dimanche et jours fériés...

Mais l'essentiel est qu'il s'agit d'adapter en permanence le contenu, la cadence, et le temps de travail à la charge de travaux, avec toute la dégradation des conditions de travail que cela implique.

Enfin aucune garantie d'emploi n'est fournie à ceux qui restent pendant la période du « plan de relance », c'est-à-dire 3 ans.

En clair, il s'agit de l'application du rapport LECAT.

● DISCUTER DU PLAN :

N'EST-CE PAS DISCUTER

DE LA SAUCE A LAQUELLE LES TRAVAILLEURS

VONT ETRE MANGES ?

C'est de ce plan qu'il va être discuté du 15 octobre au 20 novembre dans le cadre du CE qui se réunit 7 fois.

Pour la CGT on doit pouvoir empêcher les licenciements précisément en utilisant à bon escient ce contre quoi elle continue d'avoir une hostilité de principe : polyvalence, déclassements, banque des heures. Elle présente un plan reprenant et détaillant ces différents points ainsi qu'un plan de pré-retraite.

Pour la CFDT, il faut maintenir une opposition globale au plan présenté et proposer des mesures de relance : diminution de la sous-traitance à la SCIA, apport des travaux de sous-traitance de BAYARD-PRESSE, ainsi que le retour aux 40 h, dont un calcul simple montre que cela suffirait à dégager un temps de travail de 40 h pour 100 personnes. Elle propose également la pré-retraite à 55 ans (ce qui a déjà été appliqué à la SLIM) et l'utilisation de la formation continue.

En fait, la direction, tout en se disant prête à discuter de tout, n'entend nullement remettre en cause l'essentiel du plan et si progressivement les licenciements descendront à 35, c'est probablement d'une part parce que la barre avait été mise très haut pour donner partiellement satisfaction et d'autre part, parce que l'acceptation de l'ensemble des mesures (pas seulement des licenciements) constituait le principal objet de la discussion.

BAYARD-PRESSE exerce un véritable chantage : « Nous voulons bien reprendre l'entreprise et 600 salariés, à condition que vous acceptiez que 35 soient licenciés et que ceux qui restent aient de moins bonnes conditions de travail.

Les organisations syndicales C.G.T. et C.F.D.T. ne sont pas arrivées à contrer ce chantage.

● QUELS OBJECTIFS FIXER ? QUELS MOYENS DE LUTTE AVOIR ?

On retrouve là l'essentiel du plan LECAT : la restructuration du travail qui comprend aussi bien des licenciements qu'une dégradation des conditions de travail. La condition posée pour qu'il n'y ait pas davantage de licenciements, c'est que ceux qui restent acceptent d'être plus durement exploités. Si ce chantage n'a pu être combattu c'est que la question des moyens de lutte n'a pas vraiment été posée.

Pour la CGT le contexte était très défavorable (« la crise »), il ne fallait pas faire fuir les clients et encore moins BAYARD-PRESSE. Ce qui se passe ailleurs dans le livre (PARISIEN LIBERE...) montre que « la lutte ne paie pas ».

Pour la C.F.D.T. il ne fallait pas accepter que l'on « jette par dessus bord des passagers pour sauver le navire » ni que les conditions de travail se dégradent, mais cela ne suffit pas de le dire pour que cela soit repris par l'ensemble des travailleurs.

En fait, la C.F.D.T. se trouve elle-même en porte à faux. Depuis 3 ans, un accord de mensualisation était chaque année discuté en comité d'entreprise, puis soumis à la signature individuelle de chacun ; les syndicats discutaient donc de l'accord puis laissaient chacun libre de se déterminer. L'accord était signé par la quasi-totalité et ceux qui s'y refusaient avaient des ennuis sans fin.

Or, cette année, si l'accord est reconduit, il comprend tout un chapitre sur la « banque des heures ». Le tout est à prendre ou à laisser et pour ne pas perdre l'avantage de la mensualisation, pratiquement tout le monde, donc les adhérents CFDT aussi, l'a signé. La C.F.D.T. combat donc la banque des heures qui a déjà été acceptée par ses adhérents. Il n'aurait pu en être autrement que si le problème avait été posé collectivement, mais la direction a su jouer l'intérêt individuel contre l'intérêt collectif.

En écartant la perspective de mouvements de grève prolongés, encore plus l'occupation, dénoncés par avance comme « aventuriste », la C.G.T. était cohérente avec sa politique de discussion à tout prix pour « limiter la casse ». Cela allait de

pair avec une prise en charge partielle des discussions directement par la FFTL au niveau parisien avec BAYARD-PRESSE sans que forcément la section CGT soit au courant des compromis qui s'ébauchent. Même si tous ses adhérents ne sont pas d'accord avec cette acceptation de l'essentiel du plan de BAYARD-PRESSE, ils font confiance à leur organisation, qui a l'expérience de ce genre de négociation.

● LA PREMIERE TACHE DU SYNDICAT : INFORMER

La CFDT a une politique d'information systématique : tracts, affiches, discussions (« un travailleur averti en vaut 2 »). C'est d'autant plus important que jusqu'ici la sous-information a été la règle.

En outre pour elle, minoritaire dans l'entreprise, c'est une condition de développement de son action qui ne peut pas se limiter à l'action des seuls délégués. La CFDT met les travailleurs dans le coup, comme lorsqu'elle décide d'une série de réunions d'information pour chaque équipe le 22 octobre.

La première, celle du matin, est un succès - les questions fusent : « où en est-on ? Qu'est-ce qu'on va faire ? » Il y a beaucoup d'adhérents CGT. Mais dès la fin, la CGT diffuse un tract critiquant cette « initiative unilatérale », comme s'il y avait eu un accord d'information commune systématique. Les deux autres réunions n'ont pas d'adhérents CGT. Tout en souhaitant avoir l'information, ceux-ci ne souhaitent pas dégouliner leurs délégués.

C'était la première initiative de ce genre. Une deuxième a lieu lors de 2 arrêts de travail de 2 h 1/2 les 2 octobre et 21 novembre. Y assistaient pour l'essentiel les adhérents et sympathisants C.F.D.T. ainsi que des non syndiqués. En tout près de 200 personnes. La section sort toute l'information en sa possession et de nombreuses questions sont posées, non seulement sur la SCIA mais aussi sur ce qui se passe dans d'autres boîtes. Le débat sur les moyens est bien amorcé, mais tourne court. La CFDT dit : « c'est à vous de décider... » on lui répond : « qu'est ce que vous nous proposez... ».

Finalement si la CFDT n'arrive pas à imposer des réunions d'informations systématiques et générales c'est moins parce qu'elle est minoritaire, que parce que l'essentiel de la « bagarre » semble se dérouler autour du tapis vert du CE, y compris pour elle.

La question du rapport de forces n'est pas vraiment discutée et l'information diffusée par la CFDT ne porte pas sur les moyens de lutte, mais sur ce que disent la direction et les syndicats.

L'enjeu ce sont les licenciements et les conditions de travail. Tout le monde en parle plus ou moins, mais sans que cela débouche sur une force collective.

Les adhérents CFDT jouent un rôle de relance des discussions. Paradoxalement la polyaptitude (qui existe déjà, en partie on appelle ça « balocher ») permet un certain brassage quand par exemple l'offset, où la CFDT est bien implantée, envoie du monde à la reliure et y discute. A la reliure également, il suffit qu'un délégué CFDT se pointe pour que pendant 3/4 h un groupe important se forme autour de lui et discute de l'état des négociations.

Cela dit, tout le monde reste quand même un peu dans son coin, ce que ne facilitent pas la multiplicité des ateliers et des services, le travail en 3 équipes et le fait que les cars qui emmènent les gens n'attendent pas et interdisent de se réunir au moment de la relève.

Pas plus la CFDT que la CGT n'avait l'habitude d'une pratique vraiment collective, qui ne s'improvise pas du jour au lendemain, surtout quand la menace plane sur tout le monde. Or précisément cette menace risque d'amener des réactions individualistes ou catégorielles du fait de l'absence de perspective d'une lutte commune. En particulier le bruit court que les « productifs » seront épargnés par les licenciements. La CFDT a insisté pour que la liste ne soit pas communiquée pour éviter une cassure entre les licenciés et non-licenciés.

● L'ASSEMBLEE GENERALE DU 21 NOVEMBRE - VOTE SUR LE PLAN : 350 POUR, MAIS 219 CONTRE

La direction maintient le plan de BAYARD-PRESSE comme seule solution et demande que le personnel se prononce ; un tirage au sort a lieu qui donne la parole (10 minutes) à la CGT, la CFDT, les cadres... et la direction. Le vote doit avoir lieu, sans discussion par les travailleurs.

Pour la CGT, la discussion a payé, la polyvalence, la banque des heures et les reclassements ont permis de limiter les dégâts. Elle souligne qu'aucun ouvrier de production ne sera touché, qu'elle a lutté dans ce sens et que c'est une victoire.

La CFDT rappelle qu'elle n'a pas changé d'avis : « Pas de licenciements ».

Pour les cadres et la direction : « ça va mal, l'essentiel c'est de sauver l'entreprise ».

Sur 582 votants, 350 votent pour, 219 votent contre (alors que la CFDT n'a fait que 115 voix aux dernières élections). Le fait que la section ait cherché en permanence à mettre dans le coup a donc permis que se dégage une forte minorité de refus.

Lors du CE suivant le plan (donc les licenciements) est ratifié par tout le monde sauf le délégué CFDT.

● LA SECONDE MANCHE

Rien n'est vraiment réglé. La direction de BAYARD-PRESSE a bien dit qu'à terme le problème était de réduire le nombre de « productifs ».

A la mi-décembre, une première liste de licenciés est communiquée aux délégués. La section CFDT estime qu'il n'est pas possible de laisser passer ça sans réagir. Sans étudier les chances réelles de succès d'une telle action, un mouvement de grève est entamé par les délégués CFDT. Il est rapidement suivi par les adhérents et quelques autres. N'étant pas repris par les autres travailleurs, il est arrêté au bout de 2 jours.

Le plan mis en œuvre va jusqu'en 78 et dès maintenant la dégradation des conditions de travail amène les travailleurs à sentir concrètement les effets du plan « de relance ». Cela leur permettra peut-être de gagner la seconde manche si les conditions d'une prise en charge plus collective de leurs problèmes sont créées. C'est la tache prioritaire des organisations syndicales.

LE CONSEIL NATIONAL FÉDÉRAL 24 et 25 MARS 76



Précisez notre orientation



Préparer le congrès fédéral de mai 76

● UN TEXTE A DISCUTER :

Le N° de janvier d'INFORM'ACTION comprenait un texte de réflexion sur la question posée quotidiennement dans les luttes :

La dimension politique de l'action syndicale

Ce thème sera au centre des débats du congrès confédéral et c'est pourquoi, sans attendre le rapport confédéral, le BF et la CE ont estimé nécessaire d'engager ce débat suffisamment à l'avance pour que la préparation du congrès soit largement prise en charge par les militants de la fédération.

Ce texte est soumis à discussion aux sections et syndicats pour un débat au Conseil National Fédéral des 24 et 25 mars prochain qui permettra donc simultanément de faire le point sur notre orientation.

● UNE PREPARATION LOCALE ET REGIONALE :

Une circulaire a été envoyée à la mi-janvier aux responsables de syndicats, aux membres du Bureau fédéral et des conseils de branche. En effet le CNF, autre les membres de la CE et du BF comprend des représentants des Conseils de branche (2 par branche) et des régions (1 par région). Il est normal que la préparation du CNF soit impulsée par ces militants au plan local et régional.

Aussi chacun d'eux a-t-il reçu la liste des autres responsables de sa région de manière à ce que les initiatives de réunions puissent être largement décentralisées.

Nous avons proposé 2 étapes :

- réunion sur le plan de la localité entre les syndicats des diverses branches ou sur le plan de la région entre syndicats de la même branche.
- réunion sur le plan de la région.

● LE CALENDRIER DES REUNIONS :

- Le débat doit permettre de clarifier plusieurs questions :
- le passage au socialisme est-il notre affaire ?
 - quel socialisme ?
 - quelles implications cela a-t-il sur notre politique ?
 - Comment y arriver ? avec qui ?

Ce débat sera d'autant plus collectif, qu'une partie en aura déjà été rediffusée avant le CNF. Cela nécessite de suivre un calendrier.

Nous avons proposé :

- Mois de février : réunions locales,
- 1er au 15 mars : réunions régionales,
- 15 mars au plus tard : envoi à la fédé du nom du camarade représentant la région, **ainsi que du compte rendu écrit de la réunion.**

Ce compte rendu serait rediffusé aussitôt aux responsables de syndicats, en même temps qu'un **projet de motion** avec des projets d'amendements.

Le projet de motion et les amendements seront proposés pour discussion au CNF, à partir du texte d'INFORM'ACTION, et des apports écrits fournis par les comptes rendus des réunions.

C'est pourquoi la date limite du 15 mars doit être impérativement respectée pour permettre que soit rediffusée **avant le CNF** (24-25 mars) les nouveaux éléments de discussion.

● POUR LE CONGRES CONFEDERAL :

Pour la préparation, le déroulement, les différents textes mis en discussion, syndicalisme-hebdo a déjà donné un certain nombre d'informations, voir le numéro du 22.1.76 : l'avant-projet de résolution générale, du 29.1.76 : l'avant-projet de résolution pour la CNAS, du 12.2.76 : le déroulement du congrès. Les rapports sont en cours d'expédition.

RAPPEL : Le calcul des mandats attribués à chaque syndicat est effectué proportionnellement à son nombre d'adhérents, ceux-ci sont évalués en fonction des timbres 1975 payés à la CFDT, c'est-à-dire les timbres qui auront été réglés au SCPVC avant le 12 avril 1976 ; de nombreux syndicats sont à jour de leurs cotisations, pour ceux qui ne le sont pas encore, n'attendez pas la date ultime du 12.4.76 pour régulariser votre situation des **timbres 1975**.

PORTUGAL, UN COMBAT DÉCISIF QUI AURA UNE INFLUENCE SUR NOTRE PROPRE LUTTE

Nous reproduisons ici le texte d'une intervention de la section syndicale BATA parue en janvier dans le bulletin de la fédération HACUI. TEX.

Ce texte se situe en plein dans nos débats en cours par le conseil fédéral de Mars sur la dimension politique de notre action syndicale. Il montre aussi la dimension internationale du combat de la classe ouvrière que nous laissons trop souvent de côté.

Pourtant l'échec ou la progression du processus révolutionnaire au Portugal a une influence décisive sur la crédibilité en France d'un socialisme bâti par les travailleurs. L'enjeu est donc d'importance...

L'avenir du combat révolutionnaire que mène la classe ouvrière portugaise, aura une influence décisive sur notre propre lutte pour le socialisme en France. L'enjeu est important pour tous : en élargissant la brèche, nous ouvrirons un espace plus vaste à l'initiative populaire et à la mobilisation de la classe ouvrière européenne vers le socialisme.

Le combat décisif que livrent les travailleurs, la gauche, syndicale, la gauche révolutionnaire, les commissions de travailleurs, d'habitants, de paysans, de soldats, pour renforcer le pouvoir populaire mérite d'être diffusé, divulgué, afin d'être mieux compris et soutenu par l'ensemble de la classe ouvrière française et de ses forces progressistes.

Aujourd'hui, l'urgence est de démythifier la propagande bourgeoise qui simplifie et caricature la réalité portugaise, réduisant le combat qui anime le peuple pour le socialisme à un simple choix parmi des modèles extérieurs : démocratie libérale, bureaucratie d'Etat.

Ne nous y trompons pas : l'enjeu est bien capitalisme ou socialisme. L'effondrement du régime fasciste et l'instauration possible d'un socialisme démocratiquement géré par la base et appuyé sur le pouvoir des travailleurs, hantent les matins brumeux de la bourgeoisie européenne et défient l'impérialisme américain.

La montée des luttes de classe et la crise de la domination bourgeoisie, montrent que les travailleurs et le peuple portugais sont en mesure de construire le socialisme.

Nous y croyons avec espoir, avec confiance. Mais il nous faut aussi prendre résolument le parti de les soutenir. C'est que notre devoir internationaliste : c'est la nécessité de faire progresser notre acquis théorique et notre pratique syndicale qui doivent nous inciter à montrer, dès maintenant, la nature et l'enjeu des luttes ouvrières au Portugal.

UN LONG PASSE DE LUTTES ANTI-FASCISTES

La classe ouvrière portugaise a connu un long passé de luttes anti-fascistes. Le développement de la conscience de classe, la combativité ouvrière et populaire, le mouvement de masses, s'amplifient constamment au Portugal durant la dernière période du fascisme.

— A partir de 1960 la lutte politique se radicalise. Le Parti Communiste Portugais (clandestin et sévèrement réprimé) s'investit à fond dans les luttes ouvrières et agricoles — notamment en 1962, lors de la lutte du prolétariat agricole de l'Alentejo (1) qui revendique la journée de 8 heures.

Cette grande période de luttes ouvrières, manifestations de rue, grèves à l'Université, se termine par une énorme répression, dont le solde est lourd pour le mouvement ouvrier et anti-fasciste : de nombreux morts, la prison de militants, l'exil.

— La lutte politique se précise à ce moment. Un fort mouvement de front unitaire s'amplifie, préconisant la lutte armée.

— En 1969 l'enjeu politique se clarifie. Sous la poussée de la gauche révolutionnaire au sein de l'opposition, sous l'impulsion aussi de Mai 68 en France, une rupture, deux pôles surgissent clairement et publiquement dans les forces de l'Opposition. L'un social-démocrate (alliance démocratique, républicaine, réformiste) qui valorise le processus électoral. L'autre, une option clairement socialiste, orientée vers la démocratie de base et la conquête du pouvoir par les travailleurs.

Parallèlement, la poussée revendicative et l'action syndicale s'organisent. Durant les dernières années du régime fasciste, les syndicats (jusque là divisés, corporatistes, manipulés par le pouvoir et le patronat) s'engagent dans la voie de l'unité, échappent progressivement au contrôle de l'état, soutiennent les luttes ouvrières de plus en plus nombreuses.

C'est ainsi qu'en 1970, à Lisbonne, quatre organisations syndicales fondent l'**Intersyndicale**, qui vise à coordonner l'action. Les militants de gauche communiste et de la gauche révolutionnaire influencent environ 10 % des syndicats, y prennent une part importante.

La revendication s'organise — les conflits sont très nombreux — la conscience de classe des ouvriers portugais s'amplifie.

(1) Région agricole dominée par les gros propriétaires terriens.

UN VASTE MOUVEMENT POPULAIRE QUI SE DEVELOPPE

Dès le coup d'Etat militaire renversant le fascisme, un vaste mouvement populaire se développe au Portugal. Libéré du joug fasciste, le peuple travailleur se révèle imprévisible.

Au début, le mouvement est spontané, inorganisé. Et bientôt l'éffondrement du régime devient profond, sous l'explosion d'une spontanéité combative qui entraîne soldats et ouvriers, paysans, petite bourgeoisie urbaine, employés appauvris et officiers progressistes.

Au lendemain du 24 avril, le peuple de Lisbonne libère lui-même les militants emprisonnés par la police politique, dénonce les fascistes, réclame l'épuration immédiate.

Très vite, le mouvement populaire va se fortifier, balaye audacieusement les hésitations du MFA dont le programme est rapidement dépassé. L'offensive des forces populaires et travailleuses s'accroît et se concrétise par un ensemble d'expériences de lutte et d'acquis importants :

- Revendications très importantes sur les salaires, les horaires, les conditions de travail et de vie ;
- Exigence d'épuration des patrons et des cadres fascistes ;
- Accélération du processus de décolonisation ;
- Occupation d'usines pour défendre l'outil de travail, l'emploi et le salaire ;
- Obtention d'un salaire minimum, sécurité sociale, conventions collectives, réduction des écarts de salaire ;
- Liberté d'expression et d'organisation ;
- Mouvement autogestionnaire dans le textile : Sogantal, Charminha, Tapetes de Areilos ;
- Affiliation de tous les syndicats à l'Intersyndicale ;
- Radicalisation des luttes en réponse aux tentatives de répression du nouveau pouvoir : Mabor, Effacec, PTT, Lisnave, Metro, Tap, Jornal do Comercio.

RIPOSTE DES TRAVAILLEURS CONTRE LA REPRESSEION DU NOUVEAU POUVOIR

La répression du nouveau pouvoir et du patronat se manifeste par des licenciements collectifs, des réquisitions de grévistes, des licenciements de militants de la gauche syndicale et révolutionnaire, par la promulgation d'une loi anti-grève.

Les travailleurs ripostent partout où le pouvoir et le patronat essayent de reprendre l'initiative. La combativité ouvrière soutenue par l'enthousiasme populaire, se manifeste par des luttes offensives qui répondent à des conditions concrètes :

— Malgré l'imposition du salaire minimum, de nombreuses petites entreprises (comme Sousa Abreu dans le textile) refusent de payer. Les travailleurs les y obligent en occupant l'usine.

— A la TAP (transports aériens) les travailleurs s'opposent avec succès et lors d'affrontements très violents au licenciement de 226 ouvriers et employés, dont beaucoup sont des militants politiques.

— Après la fuite de certains patrons (comme à l'Estalagem Claras-Leiria) les travailleurs gèrent eux-mêmes leur emploi. L'exemple de ce restaurant à vocation touristique est édifiant et permet de bien comprendre l'enjeu et la nature du combat qui livrent les travailleurs portugais. C'est pourquoi il faut le raconter :

Le patron avait déjà accepté difficilement l'instauration du salaire minimum. Début 1975, dès la parution du nouveau barème salarial, il menace de liquider tout. Faute de syndicat, les travailleurs forment une commission. Le patron s'en remet à l'Etat, tente d'obtenir des crédits ; les travailleurs exigent de les contrôler. Entretemps, le patron s'absente pendant un mois. Les salaires sont déjà très en retard. Le patron revient, mais repart aussitôt après, et définitivement.

La situation est alarmante : pas d'argent en caisse, retard dans le paiement des salaires et des fournisseurs, crédits bloqués, clientèle touristique inexistante. Les travailleurs revoyent le rôle de leur Commission travailleurs, qui devient un organe exécutif de la décision de l'assemblée générale. Les décisions sont prises collectivement : salaires égaux pour tous, répartition du travail selon les aptitudes et les connaissances (c'est ainsi qu'achète le détergent celui qui l'utilise), et surtout modification des contraintes du marché (se fournir auprès des coopératives agricoles, servir les repas à bas prix aux travailleurs de la ville).

Comme les travailleurs le définissent eux-mêmes : « l'autogestion c'est la gestion par tous les travailleurs avec l'objectif de maintenir l'emploi et le salaire ; la C.T. n'est qu'un organe coordinateur et exécutif contrôlé par l'assemblée ».

— Le mouvement autogestionnaire des travailleurs du textile démontre aussi comment la combativité et l'offensive des travailleurs (quand l'initiative et la décision reviennent à la base et à l'assemblée), permettent de défendre l'emploi et l'outil de travail, de contrôler la production et d'orienter le type de consommation.

L'environnement capitaliste international menace l'industrie du textile. Les ouvrières de la Sogantal, de Charmine, de Naturana, les ouvriers de Sousa Abreu, savent les limites de leur mouvement en régime capitaliste, cependant leurs formes de lutte (séquestration, baisse de cadences, expropriation, autogestion) posent l'enjeu fondamental : détruire le capitalisme, avancer par le contrôle ouvrier et le pouvoir populaire vers le socialisme.

Le syndicat du textile du Sud soutient activement le combat des travailleurs du textile.

La gauche révolutionnaire crée le contact nécessaire et mobilise le soutien populaire autour de ces luttes.

AUTONOMIE ET UNITE DE LA CLASSE OUVRIERE

C'est dans ce contexte trop schématiquement exposé que la question de l'autonomie et de l'unité de la classe ouvrière se trouve posé.

L'Intersyndicale, dominé par les militants communistes, en soutenant les gouvernements successifs a perdu avec eux la bataille de la production, et la confiance d'une immense partie des travailleurs.

Les travailleurs s'unissent autrement. Les grèves, les conflits les mobilisent, ils apprennent à s'organiser. L'unité à la base, non au sommet.

Depuis le 25 avril 1974, le capitalisme a souvent reculé au Portugal. Il est désormais grandement menacé.

La nationalisation des banques, des grands monopoles et de secteurs importants de l'économie, la réforme agraire, les coopératives agricoles, représentent déjà un acquis considérable.

Le pouvoir populaire, le contrôle ouvrier, même embryonnaires sont une force ascendante qui pose le problème du pouvoir économique et du pouvoir politique.

La complexité de ces luttes et de ces expériences de contrôle ouvrier et de pouvoir populaire dans un pays où le pouvoir politique est éclaté, ne doivent pas nous désorienter : elles sont aujourd'hui (à l'heure où elles mobilisent cent mille travailleurs à Lisbonne et font céder le gouvernement) l'élément majeur du processus révolutionnaire portugais.

Ignorer ces initiatives de base, unitaires, politiques et apartidaires (Commissions de travailleurs, d'habitants, de soldats), ignorer les structures qui tendent à les coordonner (Assemblées de Zone, Conseils de Village), peut-être alibi ou stratégie.

Et c'est pourtant de là qu'il nous faut partir. Plutôt que des discours et des projets politiques des principaux partis, des fractions du MFA, des revirements du Conseil de la Révolution.

La classe ouvrière portugaise a inventé (ou réinventé) ces formes d'organisation autonome pour garantir les acquis réalisés depuis le 25 avril.

L'offensive a été constante : dirigé d'abord contre les fascistes, contre les grands capitalistes et les seigneurs de la terre, aujourd'hui contre le réformisme et la social-démocratie.

La mobilisation populaire a été grandissante, touchant à l'ensemble des structures portugaises : enseignement, santé, habitat, communication sociale, équipements sociaux.

La poussée révolutionnaire est une réalité. La lutte de classe est aujourd'hui dans l'armée, comme dans l'usine.

SOUTIEN A LA CLASSE OUVRIERE PORTUGAISE

Les difficultés que la classe ouvrière portugaise rencontre pour détruire le capitalisme, doivent nous inciter au soutien. Il ne peut être un soutien informel et idéaliste, il doit s'agir d'une solidarité de classe.

C'est pourquoi le syndicat Bata propose aux camarades HaCuiTex, aux syndicats et aux sections d'organiser un soutien actif au mouvement révolutionnaire de la classe ouvrière portugaise.

Faire du combat de la classe ouvrière portugaise le nôtre, cela se traduit pratiquement :

- dénoncer les campagnes de dénigrement de la presse bourgeoisie, de même que les pressions internationales qui visent à saboter l'économie.
- Populariser les acquis du mouvement ouvrier portugais.
- Diffuser la nature et l'enjeu des luttes et des expériences des travailleurs portugais.
- Multiplier les contacts avec les formes d'organisation autonomes de la classe ouvrière (Commissions de Travailleurs, Comités de défense, Assemblées de Zone, Conseils de Village).
- Echanger notre pratique syndicale, notre acquis théorique avec les syndicats qui ont clairement défini leur option de classe et de masse (Textile du Sud, Chimie).
- Maintenir la liaison avec l'Intersyndicale sans la privilégier par rapport aux autres formes d'organisation autonomes.

Il s'agit seulement d'être là aussi offensifs.

C'est bien entendu un choix à faire.

Faisons-le.

Dans son intervention, la section syndicale de BATA soulignait que l'enjeu est bien capitalisme ou socialisme. Cet aspect est aujourd'hui bien confirmé par les événements qui se déroulent actuellement au Portugal.

A Porto le 1^{er} janvier 1976, la Police tire sur des manifestants venus réclamer la libération de leurs camarades emprisonnés : bilan 3 morts dont 1 enfant.

« Aujourd'hui, en ce moment même, la lutte au Portugal, continue, elle se mène contre le fascisme avec toutes les forces anti-fascistes ». Cette déclaration émane du Major Denis de Almeid ancien commandant en second du RALIS (régiment d'artillerie de Lisbonne) actuellement emprisonné.

A suivre... la lutte du Peuple Portugais pour sa libération continue.

HACUITEX 2 Janvier 1976

POUR UNE ORGANISATION D'APPELES

● NECESSITE D'UNE ORGANISATION

Pendant leur service militaire, les jeunes rencontrent des difficultés : logement, hygiène, nourriture, sécurité, argent, transport, brimades, isolement, possibilités de s'exprimer, de discuter...

Ils ont donc des revendications, comme les travailleurs en ont dans leur entreprise ou leur quartier.

Il est normal que beaucoup veuillent, à l'armée comme ailleurs, prendre en charge leurs problèmes : les jeunes ne peuvent admettre une « coupure » dans leur vie de travailleurs ou de militants.

En conséquence les appelés demandent à pouvoir s'organiser ; de même qu'à l'origine du mouvement ouvrier les travailleurs fondèrent les syndicats (que la loi interdisait !).

Pour permettre la vie et l'autonomie des syndicats d'appelés, il est nécessaire que des moyens de coordination existent ainsi que des liens étroits avec les organisations ouvrières.

● NATURE ET ROLE DE L'ARMEE

La classe possédante crée et utilise des structures : la famille, l'école, l'armée, pour perpétuer et renforcer la soumission à un système hiérarchique, pour mettre en condition les travailleurs et leur faire admettre les divisions nécessaires à l'exploitation capitaliste.

L'armée, de même que toutes les forces répressives, intervient toujours dans le sens des patrons, pour casser des mouvements de grève : éboueurs, aiguilleurs, transport en commun, etc... et parfois plus directement dans les conflits (CRS, Garde-mobiles) pour faire évacuer les usines occupées ; on la tenait prête à intervenir en Mai 1968.

Elle n'intervient jamais pour faire réintégrer des travailleurs licenciés, ou sauvegarder les droits des travailleurs. Elle est bien actuellement un des instruments du capitalisme : « l'armée, dernier rempart de la société libérale » (Galley).

L'existence d'une activité syndicale dans l'armée, s'appuyant sur la prise en charge des revendications des appelés, permettrait aux organisations de masse de formuler des propositions concrètes dans l'immédiat et de poser le problème de l'armée, y compris celui de l'organisation des militaires de carrière.

● REPRESSION

Pour maintenir et renforcer le système capitaliste, l'exploitation des travailleurs, le patronat et le pouvoir développent la répression sur tous les fronts (magistrats, soldats, mouvements culturels, organisations syndicales et politiques) en s'attaquant aux forces de contestation qui mettent en cause le système établi.

En fait le pouvoir s'attaque à la liberté de s'associer et d'exprimer des revendications. L'attitude face aux militants CFDT inculpés tient aussi au fait que la CFDT dans les entreprises remet en cause le pouvoir patronal, la hiérarchie. La lutte menée avec les soldats a la même signification.

Par la répression, le pouvoir tente de freiner et réduire le mouvement revendicatif et d'organisation dans l'armée. Il tente aussi de le dissocier du mouvement général de mécontentement qui s'exprime dans les entreprises ou les institutions (justice, école, ...).

La répression exercée et, en particulier, celle visant les militants CFDT est massivement condamnée dans l'organisation (tout comme l'existence de tribunaux d'exception : cour de sûreté de l'état dont nous demandons la dissolution). Cette juridiction servant au gouvernement pour arrêter, perquisitionner, condamner tout opposant au régime.

Face à cette répression, tous les travailleurs doivent s'engager dans la lutte afin d'exiger l'arrêt des inculpations, perquisitions et la libération immédiate de tous les emprisonnés, en organisant dès maintenant des manifestations, meetings, arrêts de travail, campagne d'affichage, ...

● DES DIVERGENCES DANS LA GAUCHE

Une fois de plus, face à un problème concret et immédiat, nous assistons à une incohérence de la gauche : alors que, depuis plusieurs mois, celle-ci dénonce l'attitude de plus en plus autoritaire du pouvoir, elle pose aujourd'hui des préalables à la défense des militants syndicaux et des soldats emprisonnés.

Pourtant, les libertés et la démocratie ne se divisent pas. Face à la répression, tout travailleur, toute organisation ouvrière doit se considérer comme mobilisée.

En laissant faire, les organisations de gauche permettent au gouvernement et au patronat de poursuivre une répression de plus en plus large et profonde.

Pourtant, le programme commun prévoit : « Un statut démocratique du soldat sera promulgué ; les droits et les libertés d'expression, d'association, de pensée, de confession, seront garanties ».

Il y a des divergences entre organisations sur la définition du rôle et de l'avenir de l'armée. Faut-il en faire un préalable à ce que les appelés s'organisent dans les casernes, pour la prise en charge de leurs revendications et la défense de leurs droits ? Un tel préalable ne peut aller qu'à l'encontre des intérêts généraux du mouvement ouvrier.

La CFDT doit œuvrer pour l'unité. Mais, quel que soit le résultat de ses efforts unitaires, elle doit tout mettre en œuvre pour mobiliser les travailleurs sur ses objectifs.

● DES MOYENS

Concrètement, l'engagement de la CFDT dans la voie d'un syndicat d'appelés signifie aujourd'hui de développer :

- la liaison entre chaque structure (section, UL, UIB, syndicat, ...) et ses adhérents : réunions avant les incorporations ; assurer le suivi pendant le service (envoi presse et nouvelles syndicales, etc.) ;
- diffusion de l'information auprès des jeunes travailleurs avant le départ au service : brochure, réunions, tracts, etc. ;
- si le problème est posé par les appelés (comités), liaisons entre les organisations que se donnent les appelés et les structures syndicales (parrainage) sur une base professionnelle ou géographique, y compris lorsque se pose la question d'une section syndicale.